

Questions orales

M. Domm: Monsieur le Président, le ministre des Finances ne veut pas reconnaître que les travailleurs mis à pied à Toronto et dans les environs, parce que la société ne réussit même pas à vendre au Canada les appareils pour la fabrication desquels nous avons investi 500 millions de dollars, sont ceux qui en subissent le contrecoup.

LA NOUVELLE CONCERNANT L'OFFRE D'UNE AIDE FINANCIÈRE

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Comment le ministre a-t-il pu annoncer à la Chambre le 17 avril dernier que le gouvernement n'avait pas l'argent nécessaire pour subventionner la vente au Canada des appareils fabriqués par cette usine aéronautique, alors que les secrétaires parlementaires soutiennent ici même qu'il a été mis sur pied un programme d'aide financière à l'intention des sociétés canadiennes? Pourtant, jusqu'à présent, ces mêmes compagnies, en Ontario et ailleurs, n'ont jamais entendu parler de ce présumé programme d'aide. Le ministre des Finances, ou encore le ministre chargé de de Havilland, pourrait-il répondre à ce sujet? Le gouvernement compte-t-il protéger ces emplois en offrant à de Havilland de l'aider à payer l'intérêt sur sa dette ou bien laissera-t-il vendre ici au Canada pour 100 millions de dollars d'appareils construits à l'étranger?

• (1440)

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je me félicite encore une fois du fait que les conservateurs se soient enfin, quoique tardivement, convertis à l'idée qu'il fallait subventionner le secteur de l'aéronautique du Canada. Je tiens à ce que le député sache que le ministre de l'Expansion industrielle régionale, le ministre chargé de la CDIC, et moi-même nous employons fort activement à trouver des moyens de renflouer de Havilland et d'en faire une entreprise florissante qui pourra vendre ses produits au Canada et à l'étranger, et ce à un prix concurrentiel. Nos travaux en ce sens progressent rapidement et lorsque nous serons prêts, les ministres compétents feront une déclaration à ce sujet.

* * *

L'INDUSTRIE

L'IDÉE D'UNE ÎLE ARCTIQUE MOBILE

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, qui se targue d'être le ministre de tous les Canadiens, même si ses programmes ont mis des centaines de milliers de ces Canadiens en chômage. Une nouvelle étude qui vient tout juste d'être publiée prouve la viabilité de la production de pétrole sur une petite échelle dans la mer de Beaufort grâce à l'idée d'une île arctique mobile. Le consortium canadien qui voudrait lancer ce projet comprend une entreprise de ma circonscription. Il essaie d'obtenir depuis plus de deux ans l'appui du ministre

pour cette méthode canadienne unique en son genre. Quand le ministre des Finances donnera-t-il son appui personnel à ce projet afin qu'il puisse être lancé et créer des centaines d'emplois, surtout dans l'ouest du Canada?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je puis peut-être répondre à la question du député. Aucune autre personne à la Chambre n'a préconisé davantage l'exploitation des ressources énergétiques du Canada que le ministre des Finances, tant depuis qu'il occupe son poste actuel que lorsqu'il remplissait ses fonctions antérieures.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Lumley: Je signale aussi au député que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et moi-même avons rencontré les divers promoteurs du projet à deux ou trois reprises et que nous sommes en train d'analyser les bénéfices que ce projet pourrait représenter pour le Canada.

M. Siddon: Il est curieux que le ministre des Finances n'ait pas voulu répondre à ma question. Comme l'ont dit certains témoins lors des audiences du Sénat au sujet du Programme énergétique national, le programme ne prévoit que l'exploitation pétrolière sur une grande échelle. C'est ce que veut le système d'encouragements. Le ministre des Finances devrait donc reconnaître l'échec du PEN s'il acceptait la viabilité de ce projet de petite envergure axé sur une île dans l'Arctique.

LE PROJET D'UN BASSIN DE RADOUB À NANAÏMO (C.-B.)

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. S'engagera-t-il aujourd'hui à annoncer le financement d'un bassin de radoub important à Nanaïmo, en Colombie-Britannique? La demande est sur son bureau depuis bien des mois. Ce bassin de radoub permettrait de construire la première île arctique mobile du monde et redonnerait du travail à des centaines d'habitants de la Colombie-Britannique.

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, j'ignore où le député se cachait récemment. Le gouvernement a appuyé bon nombre de nouvelles idées concernant la prospection. Nous sommes heureux qu'il s'intéresse tout à coup à ce projet.

M. Lalonde: Le chef de votre parti s'oppose à l'exploitation des richesses naturelles dans l'Arctique.

M. Hnatyshyn: Et le chef de votre parti?

M. Lumley: Je tiens aussi à signaler au député qu'il y a plus de prospection au Canada à l'heure actuelle que n'importe quand dans tout autre pays du monde. Le préambule du député est donc tout à fait inexact. Quant au projet en question, il sera dûment analysé et nous les mettrons en branle si nous jugeons qu'il est valable pour les Canadiens.